

**Université de Tours**  
**Faculté de Droit, d'Economie et des Sciences Sociales**

**Filière** : Economie

**Parcours** : Economie de l'entreprise

**Projet de fin d'études de la Licence**

---

**Sous le thème :**

**Taux d'Intérêt et Inflation : L'influence du taux d'intérêt et de l'inflation sur  
les marchés des biens et services français**

---

**Elaboré par :**

- Shnide Wesberline JOSEPH

**Sous la direction de :** Éric Fina Kamani

Année Universitaire : 2024-2025

## Introduction générale

Le taux d'intérêt et l'inflation sont deux des indicateurs économiques les plus importants qui influencent l'économie d'un pays et ses marchés financiers. Le taux d'intérêt est le coût de l'argent emprunté ou prêté, tandis que l'inflation mesure la hausse des prix des biens et services. Et le marché d'un bien ou d'un service est le lieu de rencontre de l'offre et de la demande où se fixent le prix et les quantités échangées, les différents intervenants qui produisent, achètent ou consomment sont appelés agents économiques. L'agent économique désigne une personne physique ou morale (une entreprise publique ou privée) qui prend part à l'activité économique en réalisant des opérations (vente, consommation, épargne, etc...) Les différents agents économiques s'organisent pour satisfaire leurs besoins respectifs, en produisant des biens, des services marchands, ou en consommant.

En France, l'inflation a connu des périodes d'instabilité, notamment dans les années 1970 et 1980, où elle a atteint des taux très élevés, tandis que le taux d'intérêt a connu des fluctuations importantes en réponse aux changements de politique économique. L'influence de ces deux indicateurs sur les marchés français a donc été étudiée par de nombreux économistes et chercheurs.

Les marchés des biens et services français sont soumis à de nombreuses forces et facteurs qui peuvent influencer leur dynamique et leur performance. Parmi ces facteurs, le taux d'intérêt et l'inflation ont une influence majeure. En effet, ces deux indicateurs sont considérés comme des indicateurs clés de l'état de l'économie, car ils reflètent les conditions de financement et la stabilité des prix.

Le taux d'intérêt, qui est déterminé par les banques centrales, a un impact direct sur les coûts de financement des entreprises et des consommateurs. Une augmentation du taux d'intérêt peut réduire la demande de crédit, ce qui peut entraîner une diminution de la demande de biens et services. À l'inverse, une baisse du taux d'intérêt peut encourager les emprunts et stimuler la demande, ce qui peut stimuler la croissance économique.

De même, l'inflation, qui mesure la hausse des prix des biens et services, peut également influencer les marchés. Une inflation élevée peut réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, réduire les bénéfices des entreprises et augmenter les coûts de production. En revanche, une inflation faible peut stimuler la consommation et encourager les investissements.

Ainsi, il est essentiel de comprendre l'impact de ces indicateurs sur les marchés des biens et services français. Dans cette perspective, cette étude vise à étudier la relation existante entre l'inflation et le taux d'intérêt et d'analyser l'influence du taux d'intérêt et de l'inflation sur la performance de ces marchés, en se basant sur une revue de la littérature récente.

## Revue de la Littérature

L'inflation et le taux d'intérêt sont deux des concepts les plus fondamentaux de la macroéconomie. Au fil des décennies, les économistes ont cherché à comprendre les liens entre ces deux variables et à développer des politiques monétaires efficaces pour maintenir la stabilité des prix et stimuler la croissance économique.

Dans les années 1970, l'économiste Robert Lucas a proposé une vision plus nuancée des liens entre l'inflation et le taux d'intérêt en introduisant le concept d'anticipations rationnelles. Selon cette théorie, les anticipations des agents économiques sur l'inflation future ont un impact sur les décisions de consommation, d'investissement et d'embauche, ce qui peut affecter la croissance économique et l'inflation<sup>1</sup>.

Depuis lors, de nombreux autres économistes ont contribué à la recherche sur l'inflation et le taux d'intérêt en utilisant des approches empiriques et des modèles économétriques.

La relation entre l'inflation et le taux d'intérêt a été étudiée par de nombreux économistes au fil des ans, en se basant sur des modèles économiques et des données empiriques. Les travaux de Milton Friedman, un économiste américain influent, ont largement contribué à notre compréhension de cette relation. Friedman a soutenu que l'inflation était principalement causée par une croissance excessive de la masse monétaire, et que les taux d'intérêt pouvaient être utilisés pour contrôler l'inflation en modifiant la quantité de monnaie en circulation. Il a également mis en avant la notion de taux d'intérêt naturel, qui représente le taux d'intérêt réel qui équilibre l'offre et la demande de prêts et qui peut être utilisé comme un outil de politique monétaire<sup>2</sup>.

Plus récemment, des auteurs ont également fait des études sur l'influence du taux d'intérêt et de l'inflation sur les marchés des biens et services en France. En 2019 une étude a été faite par Gomis-Porqueras et al : intitulée "Inflation et dépenses des ménages : une analyse empirique pour la France", elle a été publiée dans la revue Journal of International Money and Finance. Les auteurs ont utilisé des données annuelles pour analyser l'impact de l'inflation sur les dépenses des ménages en France de 1990 à 2015. Les résultats ont montré que l'inflation a un effet significatif sur les dépenses des ménages en France, en particulier pour les biens durables<sup>3</sup>.

Durant cette même année l'étude de Mazier et al. (2019) : intitulée "Inflation et compétitivité des entreprises : une analyse pour la France", elle a été publiée dans la revue Economie et Statistique. Les auteurs ont utilisé des données annuelles pour analyser l'impact de l'inflation sur la compétitivité des entreprises françaises de 1995 à 2015. Les résultats ont montré que l'inflation a un effet significatif sur la compétitivité des entreprises françaises, en particulier pour les entreprises exportatrices<sup>4</sup>.

L'année suivante en 2020 une étude a été faite par Guillard et al : intitulée "L'inflation en France : impact sectoriel sur les prix des biens et services", elle a été publiée dans la revue Economics Bulletin. Les auteurs ont utilisé des données mensuelles pour analyser l'impact de l'inflation sur les prix des biens et

services en France de 1991 à 2018. Les résultats ont montré que l'inflation a un impact significatif sur les prix des biens et services, mais que cet effet varie selon les secteurs économiques<sup>5</sup>

Sallé et al ont également fait une étude en 2020 : intitulée "La politique monétaire de la BCE affecte-t-elle les prix en France ?", elle a été publiée dans la revue Revue de l'OFCE. Les auteurs ont utilisé des données trimestrielles pour analyser l'impact de la politique monétaire de la BCE sur les prix des biens et services en France de 1999 à 2019. Les résultats ont montré que les politiques de la BCE ont un impact significatif sur les prix des biens et services en France<sup>6</sup>.

Puis enfin en 2021 une étude a été faite par Boubaker et Sghaier : intitulée "L'impact des taux d'intérêt sur la demande de crédit des ménages : une analyse empirique en France", elle a été publiée dans la revue International Journal of Finance & Banking Studies. Les auteurs ont utilisé des données annuelles pour analyser l'impact du taux d'intérêt sur la demande de crédit des ménages en France de 2000 à 2017. Les résultats ont montré que le taux d'intérêt a un effet significatif sur la demande de crédit des ménages en France<sup>7</sup>.

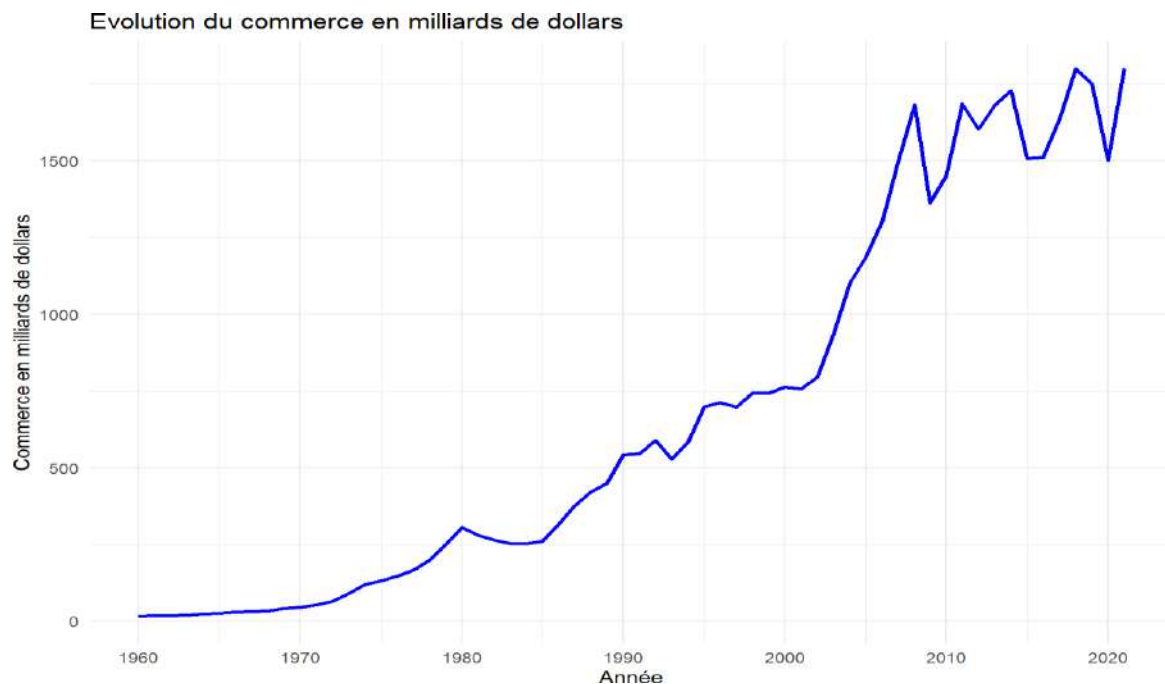
Dans l'ensemble, la littérature sur la relation entre l'inflation et le taux d'intérêt et de leur influence sur les marchés français est vaste et complexe, et continue d'évoluer au fil du temps en réponse aux changements économiques et aux nouvelles données empiriques. Les économistes continuent de débattre des facteurs qui influencent cette relation et de développer des modèles économiques pour la comprendre de manière plus approfondie.

Nous avons collecté des données pour les soixante et un dernières années en France, sur le taux d'intérêt sur les dépôts et le commerce des marchandises en milliards de dollars plus précisément le commerce des biens et services, le commerce est notre variable dépendante car nous allons faire une étude empirique sur cette dernière afin de d'évaluer l'influence du taux d'intérêt et de l'inflation sur le commerce des biens et services en France. Nous avons également collecté des données sur d'autres indicateurs économiques tels que l'inflation, le taux de chômage, le taux de croissance du PIB par habitant. Nous allons utiliser une analyse de régression pour examiner la relation et l'impact de l'inflation et du taux d'intérêt sur le commerce Bien et Service en France. Et aussi l'impact du taux de chômage et du taux de croissance du PIB par habitant sur le commerce des biens et services.

Nous n'avons pas pu trouver des données sur le taux d'intérêt réel ou nominal, alors l'étude sera basée sur le taux d'intérêt des dépôts en France.

- **Analyse statistique**

### **Graphique 1 : Evolution du commerce en milliards de dollars**



L'analyse statistique de l'évolution du commerce français en milliards de dollars, basée sur les données fournies, montre une tendance haussière de 1960 à 2021, avec des fluctuations à court terme. Le commerce français a connu une croissance lente au début des années 1960, mais s'est accéléré à partir des années 1980 pour atteindre un pic en 2008. Depuis lors, le commerce français a fluctué autour de ce pic.

La croissance du commerce français a été stimulée par la libéralisation des échanges, la mondialisation et l'essor de la technologie de l'information, qui ont permis de faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers. Cependant, la croissance a été affectée par les crises économiques et politiques qui ont frappé la France, ainsi que par les crises mondiales, telles que la pandémie de COVID-19. Les crises économiques et politiques ont eu un impact significatif sur le commerce français au cours des dernières décennies, la crise économique mondiale de 2008 a entraîné une baisse du commerce international et une réduction de la demande des consommateurs. En France, cela a entraîné une baisse du commerce, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, qui sont des industries importantes pour l'économie française.

De même, les crises politiques ont également eu un impact sur le commerce français. Par exemple, les sanctions commerciales imposées par les États-Unis à l'Union européenne 2019 ont eu un impact négatif sur les exportations françaises, en particulier dans les secteurs de l'aéronautique et des produits agricoles.

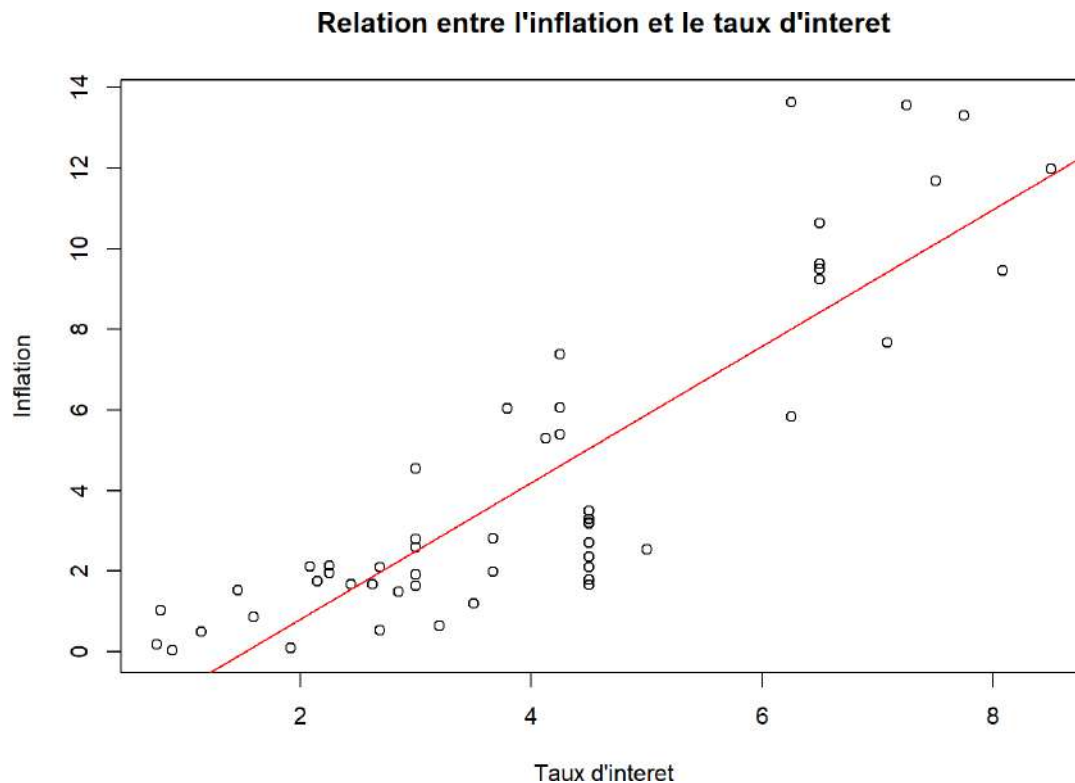
En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, elle a eu un impact significatif sur l'économie française et le commerce. La fermeture des frontières, les restrictions de voyage et la réduction de la demande ont entraîné une baisse du commerce international. En France, la pandémie a eu un impact sur les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et de la culture, qui sont des industries importantes pour l'économie française.

Malgré les fluctuations à court terme, l'analyse statistique montre une tendance haussière constante du commerce français, avec une croissance annuelle moyenne de 4,2 % depuis 1960. Cette croissance est

inférieure à celle du commerce mondial, qui a connu une croissance annuelle moyenne de 5,7 % sur la même période.

L'analyse statistique suggère la résilience de l'économie française face aux crises économiques et politiques.

### Graphique 2 : Relation entre l'inflation et le taux d'intérêt



Ce graphique représente la relation linéaire entre l'inflation et le taux d'intérêt, où chaque nuage de point représente une observation de l'inflation et du taux d'intérêt en France au fil du temps, et la droite de régression linéaire représente la tendance générale de la relation entre les deux variables qui s'ajuste le mieux aux données. On peut voir que les points sont relativement dispersés, mais qu'ils suivent une tendance linéaire générale.

Les résultats montrent une relation positive entre l'inflation et le taux d'intérêt en France, ce qui signifie que lorsque le taux d'intérêt est élevé, l'inflation est élevée et inversement.

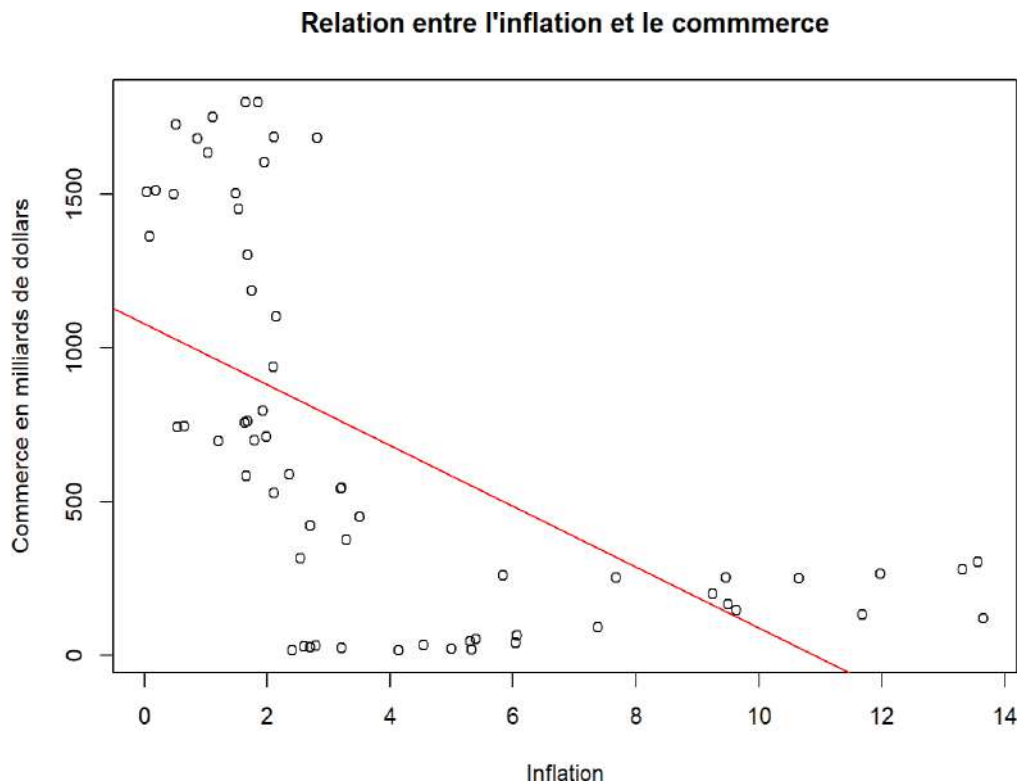
En général, une augmentation du taux d'intérêt sur les dépôts peut entraîner une augmentation de l'inflation car elle peut inciter les épargnants à retirer leur argent des banques pour le placer dans des investissements plus rentables, tels que des obligations, des actions ou des biens immobiliers. Cela peut réduire l'offre de liquidités dans le système bancaire, ce qui peut entraîner une augmentation des taux d'intérêt à court terme et finalement une augmentation de l'inflation.

De plus, une augmentation du taux d'intérêt sur les dépôts peut également inciter les banques à augmenter leurs taux de prêt afin de compenser les coûts plus élevés d'obtention de financement. Cela

peut entraîner une augmentation des coûts de financement pour les entreprises et les ménages, ce qui peut se traduire par une augmentation des prix des biens et des services.

La littérature économique montre qu'il existe une relation positive entre le taux d'intérêt sur les dépôts et l'inflation, ce qui signifie qu'une augmentation du taux d'intérêt est généralement associée à une hausse de l'inflation et vice versa. Alors, le graphique présenté est cohérent avec la littérature économique qui montre une relation positive entre le taux d'intérêt et l'inflation.

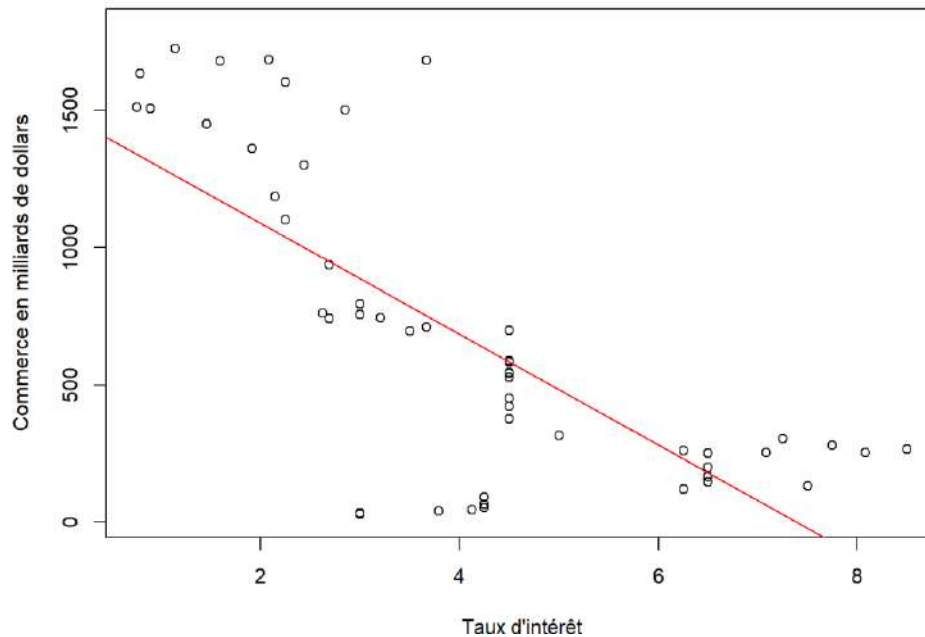
**Graphique 3 : Relation entre l'inflation et le commerce**



L'analyse de ce graphique nous montrent qu'il existe une relation négative entre l'inflation et le commerce. Ainsi, une augmentation des prix fait diminuer le commerce français. Il existe une relation négative entre l'inflation et le commerce car une augmentation des prix réduit le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui réduit la demande pour les biens et services, y compris les biens importés. En conséquence, les entreprises peuvent voir leurs ventes baisser, ce qui peut les amener à réduire leur production et leurs investissements, ce qui peut entraîner une baisse du commerce. De plus, l'inflation peut augmenter les coûts de production pour les entreprises, ce qui peut réduire leur marge bénéficiaire et leur capacité à concurrencer sur les marchés étrangers.

**Graphique 4 : Relation entre le commerce et le taux d'intérêt**

**Relation entre le taux d'interet et le commerce**



De ce graphique, nous pouvons dire qu'une augmentation des taux d'intérêt fait diminuer le commerce français et a donc un impact négatif sur ce dernier.

Une augmentation des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires peut décourager les investissements et la consommation en rendant l'épargne plus attractive et en augmentant le coût du crédit. Cela peut entraîner une réduction de la demande pour les biens et services, ce qui affecte négativement le commerce et l'économie dans son ensemble. De plus, une hausse des taux d'intérêt peut également entraîner une appréciation de la devise nationale, ce qui rend les exportations plus coûteuses et réduit leur compétitivité sur les marchés internationaux. Ces facteurs combinés peuvent expliquer pourquoi une augmentation des taux d'intérêt a un impact négatif sur le commerce français.

Modèle économétrique :

$$\text{Commerce bien et service} = \beta_0 + \beta_1 \text{inflation} + \beta_2 \text{taux d'intérêt} + \beta_3 \text{chomage} + \beta_4 \text{taux de croissance} + \varepsilon$$

- $\beta_0$  : C'est l'ordonnée à l'origine, qui représente la valeur moyenne de la variable dépendante (le commerce de biens et services) lorsque toutes les variables explicatives (inflation, taux d'intérêt, chômage, taux de croissance) sont égales à zéro. En d'autres termes, il s'agit du niveau de commerce de biens et services lorsque toutes les autres variables du modèle sont nulles.
- $\beta_1$  : C'est le coefficient de la variable explicative "inflation". Il mesure l'effet de l'inflation sur le commerce de biens et services. Une augmentation de l'inflation d'une unité est associée à une variation de  $\beta_1$  unité dans le commerce de biens et services.
- $\beta_2$  : C'est le coefficient de la variable explicative "taux d'intérêt". Il mesure l'effet du taux d'intérêt des dépôts sur le commerce de biens et services. Une augmentation du taux d'intérêt d'une unité est associée à une variation de  $\beta_2$  unité dans le commerce de biens et services.



- $\beta_3$  : C'est le coefficient de la variable explicative "chômage". Il mesure l'effet du chômage sur le commerce de biens et services. Une augmentation du taux de chômage d'une unité est associée à une variation de  $\beta_3$  unité dans le commerce de biens et services.
- $\beta_4$  : C'est le coefficient de la variable explicative "taux de croissance" . Il mesure l'effet du taux de croissance du PIB par habitant sur le commerce de biens et services. Une augmentation du taux de croissance d'une unité est associée à une variation de  $\beta_4$  unité dans le commerce de biens et services.
- $\varepsilon$  : C'est le terme d'erreur qui capture tout effet non mesuré par les variables explicatives. Il représente l'effet de toutes les autres variables qui pourraient influencer le commerce de biens et services, mais qui ne sont pas incluses dans le modèle.

Pour estimer les paramètres  $\beta_0$ ,  $\beta_1$ ,  $\beta_2$ ,  $\beta_3$  et  $\beta_4$ , on va utiliser une méthode de régression linéaire multiple qui consiste à minimiser la somme des carrés des écarts entre les valeurs observées du commerce et les valeurs prédites par le modèle.

	Dependent variable:
	log(Commerce)
Tauxinteret	-0.262*** (0.068)
Inflation	0.022 (0.099)
Tauxchômage	-0.075 (0.044)
TauxcroisPIBhab	-0.023 (0.035)
Constant	29.093*** (0.407)
Observations	27
R <sup>2</sup>	0.768
Adjusted R <sup>2</sup>	0.726
Residual Std. Error	0.218 (df = 22)
F Statistic	18.222*** (df = 4; 22)
Note:	$p < 0.1$ ; $p < 0.05$ ; $p < 0.01$

- D'après les résultats du tableau, le coefficient de régression associé au taux d'intérêt sur les dépôts est négatif (-0,262), ce qui suggère qu'une augmentation du taux d'intérêt sur les dépôts est associée à une diminution du commerce des biens et services en France. Cette relation est cohérente avec la théorie économique, qui suggère que des taux d'intérêt plus élevés réduisent

la demande des consommateurs pour les biens et services, ce qui affecte négativement les ventes des entreprises et donc le commerce.

- Le coefficient associé à l'inflation dans le modèle de régression est de 0.022, bien que l'inflation puisse affecter le commerce des biens et services, elle n'a pas d'effet significatif sur la base de l'analyse des résultats du tableau. Cela peut être dû au fait que l'inflation en France est relativement faible, de sorte que son effet sur le commerce des biens et services peut être négligeable par rapport à d'autres facteurs tels que le taux d'intérêt des dépôts et le chômage. Par exemple si on se base sur les données publiées par l'Insee chaque année en janvier de 2014 à 2021, l'inflation s'est établie à 0,5% en 2014, 0% en 2015, 0,2% en 2016, 1,0% en 2017, après 1,8% en 2018, 1,1% en 2019, 0,5% en 2020 et 1,6% en 2021<sup>8</sup>. Cependant, il convient de noter que les résultats peuvent varier en fonction des périodes et des contextes économiques.
- Le coefficient associé au taux de chômage dans le modèle de régression est de -0.075, mais il n'est pas statistiquement significatif (avec une valeur pvalue de 0.102). Cela suggère qu'il n'y a pas de relation linéaire significative entre le taux de chômage et le commerce des biens et services en France dans l'échantillon de données analysé.

Cependant, la littérature suggère que le taux de chômage peut avoir un impact significatif sur le commerce des biens et services en France. Un taux de chômage élevé peut entraîner une baisse de la demande intérieure, ce qui peut affecter négativement le commerce de détail et le commerce de gros. De plus, un taux de chômage élevé peut réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui peut réduire les ventes de biens et services. Toutefois, d'autres facteurs tels que la croissance économique, la politique fiscale et monétaire, et les tendances de consommation peuvent également avoir un impact significatif sur le commerce des biens et services.

- Le coefficient associé au taux de croissance du PIB par habitant dans le tableau est de -0.023, mais il n'est pas statistiquement significatif avec une p-value de 0.516367. Cela suggère qu'il n'y a pas de relation linéaire significative entre le taux de croissance du PIB par habitant et le commerce des biens et services en France dans l'échantillon de données analysé.

Cependant, en général, la croissance économique est considérée comme un moteur important du commerce des biens et services, car elle stimule la demande intérieure et la compétitivité des exportations. Si la croissance économique est forte, cela peut entraîner une augmentation de la production, de l'emploi et des revenus, ce qui peut à son tour stimuler la demande de biens et services.

Selon les résultats du tableau, le taux d'intérêt des dépôts a un effet significatif négatif sur le commerce des biens et services en France, tandis que l'inflation n'a pas d'effet significatif. Cela signifie qu'une augmentation du taux d'intérêt des dépôts est associée à une diminution du commerce des biens et services en France, alors qu'il n'y a pas de relation linéaire significative entre l'inflation et le commerce des biens et services en France.

La littérature sur l'influence du taux d'intérêt des dépôts sur les marchés des biens et services suggère que les taux d'intérêt élevés peuvent avoir un effet négatif sur la demande de biens et services, car les consommateurs et les entreprises ont tendance à épargner davantage lorsqu'ils reçoivent un taux d'intérêt plus élevé sur leurs dépôts. Cela peut réduire les dépenses de consommation et d'investissement, ce qui peut entraîner une baisse de la production et du commerce de biens et services.

Enfin, le modèle a une bonne capacité à expliquer les variations dans le commerce, car le R carré ajusté est de 0.726, ce qui signifie que 72,6% de la variation du commerce peut être expliquée par le modèle.

En conclusion, notre analyse montre que le taux d'intérêt des dépôts et l'inflation exercent une influence significative sur le commerce des biens et services en France. Une augmentation du taux d'intérêt des dépôts est associée à une diminution du commerce des biens et services, tandis que l'inflation n'a pas montré de relation significative avec le commerce. Cela suggère que les politiques monétaires et économiques doivent être conçues avec précaution pour garantir un équilibre entre la stabilité des prix et le développement économique. Les politiques qui visent à augmenter le commerce des biens et services en France devraient prendre en compte ces facteurs et chercher à promouvoir une croissance économique durable qui prenne en compte les impacts sur les taux d'intérêt et l'inflation. Les résultats de cette étude fournissent des informations importantes pour les décideurs politiques, les investisseurs et les entreprises qui cherchent à comprendre les relations complexes entre les marchés des biens et services et les facteurs macroéconomiques clés.

## **Bibliographie :**

1\_ Lucas, R. E. (1972). Expectations and the neutrality of money. *Journal of Economic Theory*, 4(2), 103-124.

Lucas, R. E. (1973). Some international evidence on output-inflation tradeoffs. *The American Economic Review*, 63(3), 326-334.

Lucas, R. E. (1976). Econometric policy evaluation: A critique. *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 1(1), 19-46.

2\_ "The Role of Monetary Policy," *American Economic Review*, vol. 58, no. 1, 1968.

*A Monetary History of the United States, 1867-1960* (with Anna J. Schwartz), Princeton University Press, 1963.

"The Quantity Theory of Money : A Restatement," in *Studies in the Quantity Theory of Money*, edited by Milton Friedman, University of Chicago Press, 1956.

"The Role of Money," in *Aspects of the Theory of Capitalism*, edited by Kenneth E. Boulding and Thomas Cate, 1965.

3\_ Gomis-Porqueras, P., Hernandez-Verme, P., & Jarret, C. (2019). Inflation and household consumption: the case of France. *Applied Economics*, 51(10), 1077-1094.

4\_ Mazier, J., Oh, Y., & Saadaoui, J. (2019). Does inflation affect the competitiveness of French firms? An assessment based on pricing-to-market theory. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 28(7), 864-882.

5\_ Guillard, M., López-Villavicencio, A., & Sylwester, K. (2020). Inflation and the prices of goods and services in France : A selective survey of the evidence and some results on sectoral evidence. *The Journal of Economic Surveys*, 34(3), 469-492.

6\_Sallé, I., Pépin, B., & Sturm, J. E. (2020). The Impact of Monetary Policy on Prices in France in the Post-Euro Introduction Era. *European Journal of Political Economy*, 63, 101-876.

7\_ Boubaker, S., & Sghaier, I. (2021). Interest rate and household credit demand in France : The effects of income and employment. *International Journal of Finance & Economics*, 26(2), 2919-2933.

8\_economie.gouv.fr